

Fm01 018/0039/15

30.12.86

30 Dec 86

► **UN JOURNALISTE NOIR SUD-  
AFRICAIN** a été arrêté hier dans les  
locaux de son journal « Business  
Day », en vertu de l'article 29 de  
l'Acte de sécurité qui prévoit une dé-  
tention sans limite pour interroga-  
toire. Sipho Ngocho, résident à So-  
weto, avait enquêté sur la situation  
dans les ghettos.



# députés persistent et signent

préciser leurs positions. René Couveinhes (RPR) n'a pu être joint. Quant à Jean Briane, député UDF-C, les déclarations des membres de la délégation. Voici les réponses des quatre autres.



Huit des neuf membres de la délégation parlementaire devant le monument huguenot de Franschhoek.

... municipales entièrement noires. On s'y promène en toute sécurité, je n'y ai pas vu un seul policier. L'avenir, c'est de trouver un système qui permette à toutes les catégories raciales d'accéder à l'échelon politique national, avec cette difficulté qu'il existe dix ethnies noires différentes souvent antagonistes. Le problème n'est pas simple il y a encore beaucoup de choses à faire et plutôt que de prendre des sanctions économiques, on ferait beaucoup mieux de soutenir ce pays pour qu'il sorte définitivement et complètement de l'apartheid.

**2** On parle beaucoup de ce problème en Afrique du Sud. J'ai sous les yeux les aveux de M. Albertini où il reconnaît sa culpabilité. Mais c'est un coopérant français et il faut essayer de le sortir de là. Moi je suis prêt à ce qu'il en sorte mais à condition qu'il soit traduit devant la justice française.

**3** Nous sommes partis en mission à titre personnel entre membres du groupe d'amitié parlementaire France-Afrique du Sud dont je suis membre depuis que je suis député. Des élus du Front national font également partie de ce groupe et sont venus comme nous-mêmes à titre personnel. Il ne faut pas voir de politique là-dedans.

Recueilli par D.R., F.R.L.; G.B.

## L'apartheid n'est pas un vain mot

Que Noirs et Blancs ne puissent utiliser les mêmes pissotières ou s'asseoir sur les mêmes bancs publics a longtemps été présenté comme un exemple commode pour souligner l'infamie de l'apartheid. Il a donc suffi que le régime sud-africain supprime dans certaines régions les inscriptions « Whites only » pour que les défenseurs du régime Botha – et avec eux les neuf parlementaires français de droite – célèbrent « l'abolition de l'apartheid ».

Il faut savoir cependant que « l'apartheid mesquin » – les humiliations de la discrimination dans la vie courante – ne représente que l'écume du système. Le fondement de celui-ci réside dans le « développement séparé des races » – la définition même du mot « apartheid » – est toujours en vigueur.

La promesse d'origine des fondateurs de l'apartheid était de garantir qu'aucun Noir ne soit jamais en position politique ou professionnelle de donner un ordre à un Blanc.

La condition requise était la création de « homelands » ou « bantoustans » – les dix « nations », « indépendantes » ou promises à « l'indépendance » – dans lesquels les « citoyens » noirs sud-africains ont le droit de vote. Et puisqu'ils votent

« chez eux », il n'y avait donc aucune raison de leur permettre de voter « chez nous » (les Blancs).

La « logique » de ce système a cependant été battue en brèche par la constitution de 1984 qui a accordé le droit de vote, pour des chambres séparées, aux métis et aux indiens. Une

« réforme » dont le principal effet a été d'enrager encore davantage les Noirs qui, avec 74% de la population sud-africaine, sont toujours tenus « à part » de la vie politique du pays. Mais ce « détail » a sans doute échappé aux neuf parlementaires français.

S.N.

## Albertini en prison depuis cinq mois

Le coopérant militaire Pierre-André Albertini est arrivé en mars 1985 au Ciskei; un des bantoustans d'Afrique du Sud pour devenir lecteur de français à l'université de Fort Hare.

Il est arrêté le 23 octobre 1986, incarcéré à la prison de Mdantsane et subit des interrogatoires « serrés » (étouffement avec un masque de plastique). La police l'accuse d'avoir transporté des armes et des fonds pour l'ANC. Le 15 janvier 1987 l'attorney (procureur) renonce à sa mise en accusation mais maintient Albertini en prison afin qu'il lui serve de « témoin d'Etat » (à charge) lors du procès des membres de l'UDF (Front démocratique uni) accusés de soutien à l'ANC (African National Congress, l'opposition clandestine à l'apartheid). Le procès s'ouvre le 16 mars 1987: Pierre-

André Albertini refuse de prêter serment. Pour ce refus de témoignage, il est condamné trois jours plus tard, à quatre ans de prison.

L'emprisonné n'a jamais eu accès au dossier dans l'affaire de l'UDF pour laquelle le révérend Stofile et ses amis ont été condamnés à des peines de onze ans de prison. Le rapport auquel les députés en mission en Afrique se réfèrent pour affirmer qu'Albertini est « terroriste » est une note diffusée par les autorités sud-africaines fondée sur les interrogatoires musclés du coopérant lors du début de son incarcération. On y lit par exemple que le jeune Français avait promis de coopérer avec la police ce qui est probablement la plus grosse des contre-vérités du texte.

## Une visite très guidée

Johannesburg (de notre correspon-

Les neuf députés français de Paris dimanche chantant les ges du gouvernement sud-a étaient invités par le ministre des res étrangères. L'itinéraire des était organisé par le Bureau de, mation après consultation avec le mentaires », nous a déclaré un parole de ce bureau.

Au cours de ce voyage de semaines, les députés ont visité ria, Capetown, Durban et Joburg. Le seul officiel du gouvern Botha qu'ils aient rencontré est Meiring, le vice-ministre des A étrangères. Pas même une br contre avec Piek Botha, minis Affaires étrangères, ni une pho le président Botha.

Le groupe a cependant renc ministre responsable de l'Ed auprès des populations métis sein de la Chambre des représ des métis, Carter Ibrahim. Fo fait de M. Botha et attaquant ment les sanctions économi l'Occident envers l'Afrique d Carter Ibrahim n'a peut-être p tionné à la délégation franç l'élection de 1984 pour les r tants métis avait été boycot 76 % des métis.

Pour les neuf parlementa élections où les Noirs n'avaie droit de voter étaient la preuve fin de l'apartheid » en Afrique. Les rencontres des Neuf avec d'ers » de la communauté noire limitées à un seul maire et un rateur de l'archevêque Desmond. Quand celui-ci soutenait le « one man, one vote » – un hom voix –, « on a vu qu'il n'y ava discussion possible », a décl Pierre Stirbois, chef de la dé française.

Le groupe a aussi renc leader responsable du Parti pr te fédéral (PFP), les libéraux. Les Neuf ont refusé des re avec les responsables anti-a comme l'UDF (United De Front) sous le prétexte « qu'en nous ne rencontrons jamais les organisations terroristes et nous ne devons pas le faire ici en A Sud ».

Guidés par les gens du B l'information, le groupe a écoles et collèges techniq Noirs. A Khayalitsha, une ville près du Cap réservée aux n'ont pas vu le camp de s proximité, où il n'y a pas de pour 150 000 personnes. L jour du voyage, le groupe Soweto, où ils ont rencontré cin indien.

Philip